

CHILI - Le conflit mapuche. Première partie, Arauco : la douleur... une fois encore

Marcelo Solervicens

mardi 8 janvier 2019, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

Jeudi 20 décembre 2018

L'indignation ne faiblit pas, au Chili et dans le monde, après l'assassinat injustifiable du jeune mapuche Camilo Catrillanca, le 14 novembre dernier, aux mains des carabiniers (police en uniforme). Le premier assassinat d'un mapuche sous le gouvernement de droite de Sebastián Piñera, a été vécu comme la *chronique d'une mort annoncée*. Un dénouement attendu, après l'installation en grande pompe, en juin, en pleine Araucanie, du très controversé Commando Jungle. Un commando entraîné par son mortifère homonyme colombien, spécialisé dans la guerre contre le narcotrafic et la guérilla. Un crime d'État qui s'inscrit, selon ses détracteurs, dans une escalade militariste, aux accents racistes, en faveur des entreprises forestières et latifondiaires. Quelles sont les perspectives ? Quelle est la solution ? Tout indique que si, au Chili, la conception de territoire n'est pas repensée *le conflit mapuche* continuera. Une chronique d'*injustices séculaires*.

L'assassinat de Camilo Catrillanca

L'indignation face à ce nouvel assassinat d'un membre de la communauté mapuche, l'exécution d'un *weichafe* [1], a suscité de nombreuses manifestations violemment réprimées dans tout le Chili. Des manifestations qui ont fédéré les mouvements sociaux : féministes, contre la violence de genre, associations de défense des droits humains, d'étudiants (Confech et COEM), de travailleurs (CUT), d'environnementalistes, contre ce qu'on appelle les zones de sacrifices. Même les footballeurs se sont mobilisés, en observant une minute de silence à l'initiative de Jean Beausejour Coliqueo.

Un assassinat dénoncé par la presse (BBC, *Le Monde*) et les organismes internationaux (CIDH, Amnesty international). En visite en Nouvelle-Zélande, Piñera a fait le salut maori mais a dû faire face aux manifestations pour l'assassinat du membre de la communauté mapuche dans son pays. Un mois après l'assassinat de Camilo Catrillanca, les *huées*, les *concerts de casseroles* continuent à se faire entendre en dépit de la violente répression des carabiniers.

La colère a été exacerbée par le tissu de mensonges grossiers des carabiniers pour déguiser le crime en affrontement. *Relents persistants d'une autre époque*. La *manipulation* des preuves rappelle les faux messages attribués à la Coordination araucane Malleco (CAM) lors de la récente opération Huracán.

La version initiale mensongère des carabiniers a été appuyée par le gouvernement de Piñera : de l'intendant de la région Araucanie, Luis Mayol, jusqu'au ministre de l'intérieur, Andrés Chadwick, qui faisait office de la plus haute autorité politique du pays en l'absence de Piñera. Le directeur des carabiniers Hermes Soto, nommé par Piñera en mars, a insisté sur le fait que Catrillanca est mort au cours d'un affrontement.

La manipulation grossière a duré jusqu'à ce que l'Institut national des droits humains (INDH) et que la juge Sandra Naheuelcura confirment qu'il s'agissait d'un homicide. Un des carabiniers inculpés, Carlos Alarcón, a reconnu que l'enregistrement de l'assassinat a été détruit sur *ordre supérieur*.

La réalité des faits et les exigences de démenti ont déclenché la première crise du gouvernement Piñera et de son Plan Araucanie.

Une crise politique

Le gouvernement Piñera a lancé la gestion de crise, pour contrôler l'agenda politique face aux critiques des partis d'opposition. Sa popularité et celle de son gouvernement ont chuté au niveau le plus bas de son mandat (38%), celle de carabiniers est tombée à 25%.

D'un côté, il a lancé des accusations d'opportunisme pour avoir utilisé la mort de Catrillanca. L'intendant Luis Mayol, qui avait été ministre de l'agriculture dans le premier gouvernement Piñera, a donné sa démission en déclarant qu'il était le *bouc émissaire*. On a accusé de mensonges 11 officiers qui ont été mis à pied et 4 carabiniers ont été jugés pour avoir *menti*, mais pas le directeur de la police.

La députée de l'opposition d'origine mapuche-huilliche, Emilia Nuyado (PS) est parvenue à interpellier le ministre Chadwick, le 11 décembre. Mais Chadwick n'a assumé aucune responsabilité politique pour avoir occulté l'information et pour l'assassinat lui-même, et lui, a conservé son poste. Tout se réduit à la création d'une commission d'enquête pour *la mort* de Catrillanca qui remettra son rapport en avril.

Piñera a cru pouvoir contrôler la crise en acceptant de retirer le Commando Jungle. Mais il a annoncé qu'il serait remplacé par des Forces spéciales des carabiniers. Les mêmes unités auxquelles appartenaient celles qui ont été entraînées en Colombie et qui ont été en charge de la sécurité dans la région depuis des années.

Des opposants, comme celui qui à une autre époque était chef de la région sous le gouvernement de Michelle Bachelet, Francisco Huenchumilla (PDC), a considéré que c'était un signe important. « Une bonne nouvelle » selon Giorgio Jackson (FA-RD). Selon Ricardo Celia (PPD) cela lève un obstacle au dialogue. D'autres ont été plus prudents. Le PC veillera à ce que cela se traduise par un réel dialogue. Aucán Huicalmán (Conseil de toutes les terres) y voit un pas dans la bonne direction. Le père de Camilo Catrillanca ne croit pas que la militarisation cessera et que le dialogue aura lieu. Héctor Llaitul de la CAM considère que les Forces spéciales, *aggraveront le conflit territorial*.

Ne s'est-il rien passé ici ?

Le gouvernement a fini par limiter la crise à des problèmes de fonctionnement des carabiniers, comme l'indique Harald Beyer. Pour l'instant deux inculpés sont en prison préventive, les deux autres ont été libérés. Mais demeurent les problèmes des carabiniers comme institution (vente d'armes à des délinquants, fraudes, abus de pouvoir, manque de contrôle, privilèges, impunité).

La contestation pour l'assassinat de Camilo Catrillanca et l'exigence de démilitarisation de l'Araucanie ont fait reculer le gouvernement. Mais les Forces spéciales, continueront à appliquer la loi antiterroriste qui criminalise la lutte pour la récupération des territoires volés aux Mapuches.

Malgré cela, Piñera a essuyé les critiques des amis. Parce qu'il a cédé face à un groupe d'intérêts et a laissé sans protection des individus et des entreprises, selon Marcelo Zirotti de la Société de développement agricole (Sociedad de Fomento Agrícola, SOFO) et la pinochetiste Camila Flores de Rénovation nationale (RN). Le président de RN Mario Desbordes, considère que c'est une défaite car, selon lui, il faut affronter les Mapuche armés sans hésitation. Le fasciste José Antonio Kast a critiqué une *droite light qui s'en remet aux enquêtes*. Son parti fasciste Action républicaine a accueilli Ignacio Urrutia de l'UDI. Les pinochetistes se révèlent. Piñera entraîne une droitisation et rompt la promesse de gouverner en établissant de larges consensus.

L'assassinat de Camilo Catrillanca, a mis à mal le Plan Araucanie, une promesse emblématique de Piñera. Bien qu'il insiste pour maintenir ses quatre piliers :

- 1. dialogue en vue d'accords ;
- 2. développement économique et social ;
- 3. revalorisation et reconnaissance des peuples originels ;
- 4. sécurité, le point qui prédomine.

Il a perdu des interlocuteurs comme l'Association des municipalités des maires mapuche. Les *lonkos* (Futa Txawun) et les dirigeants mapuche se sont réunis et ont suspendu tout dialogue avec Piñera. Ils ont réaffirmé leurs exigences de *démilitarisation de la zone, restitution des territoires, création d'une commission d'éclaircissement historique et respect du droit à la libre détermination*. Ils ont lancé un appel pour maintenir la désobéissance et les mobilisations. *Retour à la case départ*.

Un conflit aux multiples facettes

Les conséquences de l'assassinat de Camilo Catrillanca pèseront sur le gouvernement de Piñera. Sa stratégie violente de pacification du Wallmapu [2] a échoué. Tout comme celle du travail avec les *bons Mapuche* dans le cadre du Plan Araucanie.

Les grands projets de l'industrie forestière vont augmenter la violence. Entre autres, va être remise en question la MAPA (Modernisation et extension de l'usine Arauco). L'augmentation prévue des surfaces à planter pour tripler la production de pâte de cellulose, de la plus grande usine d'Amérique latine, aura un terrible impact environnemental, social et économique, qui sera combattu par les communautés mapuche.

Pour beaucoup, le problème de fond est un modèle d'exploitation forestière non durable. Derrière l'assassinat de Camilo Catrillanca se cachent donc les intérêts d'une industrie forestière, qui a des visées sur les territoires des communautés mapuche. Avec 3,5% du PIB l'exploitation forestière, par les deux principaux partenaires, les groupes Angelini et Matte, est la seconde activité économique du pays. Elle est au centre du modèle néolibéral exportateur de matières premières instauré sous la dictature de Pinochet. Un modèle économique épuisé qui accentue la crise climatique et les inégalités sociales.

L'assassinat de Camilo Catrillanca attire l'attention sur les crimes d'État récents commis *en démocratie*. Il révèle les zones d'ombre et les *fake news* de l'historiographie chilienne, les injustices séculaires subies par les Mapuche ; les luttes communes des fermiers, des paysans et des Mapuche ; l'impact des normes internationales sur les peuples autochtones auxquelles a souscrit le Chili. Et de nombreux autres points.

Derrière les pirouettes du gouvernement Piñera et des gouvernements civils depuis 1990, c'est la gauche chilienne, *traditionnelle ou moderne* qui est interpellée. Différentes questions se posent : l'avenir du Chili depuis l'épuisement et la crise du néolibéralisme économique, politique et social ; l'insoutenabilité du modèle extractiviste et exportateur néolibéral, en raison de la crise climatique ; l'approfondissement des inégalités sociales ; la participation citoyenne, la dépolitisation et le désenchantement pour la chose commune.

Nous explorerons quelques pistes dans la deuxième partie.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <http://marcelosolervicens.org/2018/12/chile-conflicto-mapuche-parte-1-catrillanca>

Notes

[1] Guerrier, combattant, en mapudungun.

[2] Pays mapuche.